

Le CE aurait-il établi une gestion de l'établissement hyper connectée @ ?

DUCOS, le 27 Octobre 2024

Le Centre Pénitentiaire de Ducos, géré en WIFI, par sa direction, à la demande de son chef d'établissement ?

« Ah la vie qu'il mène, vraiment wow » !

Tel serait le prochain titre improvisé, de l'artiste Krys, sur la politique de direction du CP de Ducos ...

L'**UFAP UNSa Justice de Martinique** attire l'attention et tire la sonnette d'alarme sur les dérives liées à un modèle de management imposé par le chef d'établissement et qui conduit le CP vers le chaos.

Pendant des années, les agents de cet établissement ont mangé du pain blanc grâce à la mobilisation professionnelle des personnels qui se disent ne plus vouloir retrouver Ducos des années 14.

Mais le laxisme de certains dirigeants de cette prison semble vouloir la pousser dans les abysses d'autrefois.

👉 Gestions des agressions à distance la nuit, les week-ends et les jours fériés, 👉 signature électronique des procédures disciplinaires pour ne pas avoir à se déplacer sur les incidents, 👉 évaluation au cas par cas des incidents par l'étude de photos transmises par WhatsApp, 👉 rendus comptes au parquet imposés aux officiers de permanence, sous la menace de sanctions, s'ils réveillent la direction de permanence la nuit, 👉 violation du protocole relatif au DDSE signé par les magistrats, la DFSPiP et le CE du CP de Ducos.....**voilà à quoi vire le cauchemar des personnels du CP de Ducos qui ne tarderont pas à s'exprimer bientôt en assemblée générale.**

Un samedi, en journée, géré en Wifi

Le samedi 26 octobre 2024, vers 8h10, la mise en prévention d'un détenu, pour insultes et menaces envers un personnel, est prononcée et signalée à la direction.

Vers 8h20, un second incident est annoncé et un deuxième placement en prévention est effectué suite à une bagarre entre deux détenus, extraits aux urgences du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique.

Le gradé PCI et l'officier de permanence tentent de composer les équipes d'extractions médicales lorsque le médecin de l'USMP leur annonce une troisième urgence à traiter.

Face à une telle situation qui aurait conduit au moins 9 agents à quitter l'établissement, des priorités sont entrées en voie de discussion avec le médecin qui demandent d'extraire en priorité les deux bagarreurs.

Avec 6 personnels absents, la manœuvre devient difficile dans la désignation des équipiers sachant que la seule possibilité serait de découvrir les secteurs spécifiques QA, QM et QD. Mais le professionnalisme de l'officier et du gradé chef de poste efface vite cette option. C'est alors que l'ELSP se propose d'extraire l'un des blessés, au péril de la sécurité intérieure du centre pénitentiaire, déjà fragilisée par cette succession de faits marquants.

Un personnel agressé verbalement + 2 mises en prévention + une bagarre + 3 détenus blessés + 3 extractions médicales + l'inondation du QD par l'un des occupants mis en prévention, sont signalés dès le matin : la journée a été bien salée pour les personnels actifs.

Ce n'est qu'à 16h30 que les agents, écœurés, voient apparaître le personnel de direction à l'approche de la fermeture de la détention.

C'est assurément par loyauté à un CE détaché de la détention que l'inattention envers les personnels, les week-ends, les nuits et les jours fériés, est devenue la règle. C'est pourquoi, pour mieux marquer la distance et la différence de métier, le réseau WIFI est privilégié.

Un samedi soir géré par WhatsApp

Le soir de ce même samedi, le calvaire de la journée s'est poursuivi.

En effet, vers 17h50, l'officier de permanence, qui venait de rentrer chez lui, est rappelé, car l'un des malfaiteurs du QD, après avoir déchiré son matelas et inondé le secteur, a délibérément saccagé le bloc sanitaire de la cellule qu'il occupait, nécessitant l'intervention de l'ELSP.

Dans un contexte social tendu, le professionnalisme de l'officier le conduit à braver tous les barrages pour se rendre à l'établissement.

A son arrivée, les agents, alors présents, sont consternés de le voir prendre des photos, à la demande de la direction, qui à distance par WhatsApp, souhaite évaluer l'incident par imagerie. Certains ont cru à une expertise pour le compte d'une assurance.

Plus sérieusement, ils se sont retrouvés nez à nez avec les limites inquiétantes du CP de Ducos, marquées par un sentiment de mépris et de désengagement total de la direction.

L'agent IDEX, appelé pour tenter de réparer le bloc sanitaire, est resté impuissant devant l'ampleur des dégâts, au milieu de l'agitation du secteur, générée suite aux troubles causés par le malfaiteur.

A ce stade de la journée et devant un tel incident, le centre pénitentiaire, pour cette fois, a été géré par le réseau social **WhatsApp**.

Il est 19H30 environ, la décision de placer le détenu agité, en CPROU, est prise à distance, alors qu'il n'est même pas en crise suicidaire.

Le résultat est sans étonnement : une cellule CPROU hors service. **CHAT GPT n'a surement pas été consulté.**

Vers 22h, l'intervention de l'équipe de nuit est nécessaire pour ôter les objets utilisés par le malfaiteur pour continuer à casser la cellule et perturber la détention.

En finalité, c'est à se demander, si les canaux établis en WIFI ou par réseau social n'ont pas compliqué la gestion du contrevenant.

L'avenir du CP de Ducos, est-il si garanti en WIFI ?

L'**UFAP UNSa Justice de Martinique** félicite l'engagement professionnel des personnels de l'ELSP et des étages, qui autour de l'officier secondé par les chefs de poste et le gradé de secteur, ont trouvé les solutions du retour au calme de la détention.

L'**UFAP UNSa Justice de Martinique** se demande en revanche, si le projet du CE n'est pas de transférer les tâches indues à la direction aux officiers pour que les collaboratrices s'occupent de faire la part du « chef du village ».

L'**UFAP UNSa Justice de Martinique** exige du CE qu'il reprenne le contrôle de la pagaie et qu'il godille pour ne pas laisser sa yole au vent.

*Pour le Bureau Régional
UFAP UNSa Justice Martinique,
Stéphane LORDELOT
Louis-Georges GRIFFIT*